

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique**24 2016.RRGR.65 Motion 020-2016 Kohler (Spiegel b. Bern, PLR)
Réforme de l'enseignement du français à l'école obligatoire
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 020-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.01.2016
Déposée par: Kohler (Spiegel b. Bern, PLR)
(porte-parole)
Cosignataires: 8
N° d'ACE: 808/2016 du 29 juin 2016
Direction: INS

Réforme de l'enseignement du français à l'école obligatoire

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Prendre des mesures pour qu'on s'attache de nouveau, dans l'enseignement du français à l'école germanophone bernoise, à l'assimilation du vocabulaire et à une connaissance solide des règles de grammaire, pour que les élèves soient capables de s'exprimer correctement à l'oral et à l'écrit.
2. Entreprendre rapidement l'évaluation des nouveaux manuels de français. Réintroduire sinon, provisoirement ou définitivement, le manuel Bonne Chance, après si nécessaire un toilettage.
3. Commander une expertise à des linguistes pour analyser la forme, la didactique et l'adéquation des méthodes actuelles d'enseignement du français ainsi que des nouveaux manuels (« Mille Feuilles » et « Clin d'œil »). L'expertise déterminera également si le niveau des élèves est suffisant pour passer au gymnase ou dans la formation professionnelle. Enfin, la compétitivité dans le contexte européen sera également traitée.

Développement :

1.

La maîtrise d'une langue étrangère ou d'une deuxième langue nationale est un atout de taille pour trouver un travail, mais aussi pour le quotidien. L'enseignement doit donc se faire avec des outils didactiques et selon des méthodes adaptés pour que les élèves puissent s'exprimer correctement à l'écrit et à l'oral.

L'enseignement du français suscite des critiques de plus en plus vives de la part des membres du corps enseignant, des entreprises d'apprentissage et des parents. Les méthodes d'enseignement ne sont manifestement plus adaptées, les élèves s'expriment mal en français, ils ignorent les règles les plus élémentaires de la grammaire. Mais la Direction de l'instruction publique minimise sans faire son autocritique ni entreprendre quoi que ce soit.

Il faut rapidement entreprendre des réformes, faute de quoi la formation gymnasiale, la formation professionnelle et la formation continue en subiront les conséquences, y compris dans les HES et à l'Université.

D'après les enseignants et enseignantes de français, les élèves arrivent en secondaire 1 avec un niveau nettement inférieur à celui d'il y a quelques années, en dépit du fait que le français est maintenant enseigné dès la troisième année et que les leçons sont nettement plus nombreuses. Exception faite des stratégies d'apprentissage, ce qui leur manque manifestement, ce sont des connaissances de base bien assimilées de vocabulaire, grammaire, syntaxe et prononciation.

2.

Manifestement, l'élève est aujourd'hui autonome dans l'apprentissage du français ; il peut travailler seul, en binôme ou en groupe. L'enseignant ou l'enseignante est là pour corriger, avec

peu de succès semble-t-il. Les responsabilités sont pour ainsi dire déléguées à l'enfant. On ne me fera pas croire que l'enfant peut apprendre une langue étrangère tout seul, en s'amusant. L'assimilation du vocabulaire de base exigeait autrefois un apprentissage sérieux et des exercices à répétition. Les manuels d'aujourd'hui suscitent des critiques récurrentes : ils ne préparent pas à l'usage du français hors de l'école, ils sont mal conçus, ne contiennent pas suffisamment d'exercices d'approfondissement et accordent trop peu d'importance à la structure de la langue et au vocabulaire.

3.

Dans sa stratégie concernant l'enseignement des langues à l'école obligatoire, la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) affirmait il y a des années : « La Suisse doit demeurer concurrentielle à l'échelle européenne. Elle doit prendre acte des objectifs ambitieux des programmes d'apprentissage des langues soutenus par le Conseil de l'Europe ou déjà développés dans l'Union européenne ». Si, dans le rapport d'évaluation 2013/2014 de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique, un cinquième seulement des enseignants et enseignantes de français estiment que les élèves ont les connaissances requises par Passepartout quand ils passent du primaire au secondaire 1, alors on peut douter que la Suisse soit « concurrentielle à l'échelle européenne ». Car autrement dit, 80 pour cent des enseignants et enseignantes interrogés trouvent que les élèves qui arrivent en secondaire 1 n'ont pas les connaissances nécessaires en français !

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

L'avancement et le renouvellement de l'enseignement des langues étrangères sont mis en œuvre dans l'ensemble de la Suisse conformément à la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement des langues établie en 2004 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Alors que l'ordre dans lequel sont introduites les langues étrangères obligatoires a été adopté de façon unanime dans la partie francophone du pays, les cantons germanophones connaissent deux modèles : la Suisse centrale et la Suisse orientale commencent par l'anglais, alors que les cantons limitrophes de la Suisse romande introduisent d'abord le français. Les cantons de Berne, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, de Fribourg, de Soleure et du Valais se sont regroupés en 2006 et ont mis en place ensemble le projet Passepartout pour l'avancement et le renouvellement de l'enseignement du français et de l'anglais. L'arrêté du Grand Conseil du 27 mars 2007 (adhésion à l'accord intercantonal) et l'arrêté du Grand Conseil du 20 mars 2014 (prolongation de l'accord intercantonal) constituent la base légale de la participation du canton de Berne à ce projet intercantonal.

Passepartout est un projet qui, au-delà des dix années requises pour sa mise en œuvre, apporte une contribution déterminante au développement de l'enseignement et de la qualité dans l'apprentissage des langues étrangères à l'école obligatoire. Le manuel de français élaboré par Schulverlag plus AG sur mandat des cantons participant au projet suppose une adaptation de la didactique des langues étrangères et, partant, répond aux critiques souvent formulées à l'encontre des compétences en français des élèves en fin de scolarité obligatoire, à savoir que ces derniers étaient certes capables d'écrire des textes simples et d'appliquer les règles grammaticales, mais qu'ils n'étaient guère en mesure de comprendre des textes complexes et de parler français. L'objectif de l'avancement et du renouvellement de l'enseignement des langues étrangères à l'école obligatoire consiste à développer un multilinguisme fonctionnel qui se traduit, non pas par des connaissances parfaites du français et de l'anglais, mais par la capacité à comprendre et à se faire comprendre en fonction de l'âge et de la situation. Par ailleurs, les

élèves acquièrent des stratégies d'apprentissage et une conscience des langues qui en facilitent l'apprentissage même après l'école obligatoire.

Dans le projet Passepartout, différents domaines sont évalués. L'évaluation de la formation continue a lieu conformément aux prescriptions des diverses hautes écoles pédagogiques et est effectuée, pour le canton de Berne, par l'*Institut für Weiterbildung und Medienbildung* (IWM) de la PHBern. La qualité et l'adéquation des moyens d'enseignement sont quant à elles évaluées tous les ans par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (irdp), sur mandat de la direction générale du projet. Enfin, l'Institut de plurilinguisme de l'Université de Fribourg évalue l'enseignement des langues étrangères dispensé selon les modalités du projet Passepartout et la réalisation des objectifs d'apprentissage.

Point 1

Le projet Passepartout, regroupant six cantons, est suivi au niveau intercantonal et au sein de chaque canton participant par différents organes. Il suscite à la fois des réactions positives et des critiques de la part des acteurs du terrain. Les critiques en particulier sont recueillies et discutées à tous les niveaux, avant que des mesures soient prises et coordonnées. Au besoin, le canton de Berne peut prendre des mesures spécifiques le concernant. Des aides à la mise en œuvre en matière d'évaluation ont par exemple été développées dans le cadre du projet Passepartout à l'intention des enseignants et enseignantes bernois.

L'enseignement des langues a considérablement évolué. Celui du français et de l'anglais dispensé dans le cadre du projet Passepartout se fonde sur des connaissances actuelles relatives à la manière dont les enfants apprennent les langues. On doit pouvoir attendre des enseignants et enseignantes de langues étrangères qu'ils se familiarisent avec cette nouvelle didactique et les nouveaux moyens d'enseignement. La Direction de l'instruction publique est toutefois prête à les soutenir dans leur travail.

Les supports d'enseignement pour la 10^e et la 11^e année HarmoS seront par exemple adaptés une nouvelle fois en raison du manque de différenciation interne déploré entre la version B (exigences de base) et la version E (exigences étendues) du manuel *Clin d'œil*. La maison d'édition va en outre introduire une nouvelle rubrique pour le degré secondaire I consacrée au vocabulaire du quotidien, laquelle indiquera où trouver les différents thèmes linguistiques dans *Milles feuilles* et *Clin d'œil*. Un logiciel sera par ailleurs développé et intégré au fichier électronique afin que les élèves puissent exercer ce vocabulaire. Les moyens d'enseignement pour le degré secondaire I seront également dotés d'un tableau de conjugaison et d'exercices supplémentaires. Enfin, le 1^{er} avril 2016, un projet complémentaire intercantonal a été lancé dans le but de permettre aux enseignants et enseignantes d'élèves rencontrant des difficultés scolaires de bénéficier de matériel didactique supplémentaire et de conseils relatifs à la didactique des disciplines.

Les explications formulées ci-dessus montrent que le canton de Berne soutient la demande du motionnaire selon laquelle des mesures doivent être prises pour que l'enseignement du français soit axé sur la durabilité. L'étude des différents thèmes et la réalisation des exercices permettent aux élèves d'acquérir des connaissances en matière de vocabulaire, de grammaire ou encore d'expression orale, qui leur sont utiles pour communiquer.

Point 2

L'essai pilote des moyens d'enseignement pour le français et l'anglais qui ont été élaborés spécialement pour les cantons participant au projet Passepartout est évalué tous les ans par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (irdp), sur la base du mandat d'évaluation qui lui a été confié le 31 mars 2008. Il ne serait guère pertinent de procéder à une évaluation plus étendue. Les acteurs du degré secondaire II estiment que les entretiens menés à la transition entre le degré secondaire I et le degré secondaire II, tels qu'ils existent déjà aujourd'hui, sont plus adaptés. Ceux-ci permettent d'une part à l'école future de savoir quelles compétences ont été acquises et d'autre part à l'école actuelle de découvrir les principales exigences des institutions du degré secondaire II.

Le Conseil-exécutif a été chargé par le parlement de mettre en œuvre l'avancement de l'enseignement des langues étrangères. C'est pourquoi il rejette la demande du motionnaire de

remplacer les manuels *Mille Feuilles* et *Clin d'œil*. S'il s'avérait que les objectifs du plan d'études Passepartout n'étaient pas atteints comme escompté, les moyens d'enseignement Passepartout ne seraient pas simplement remplacés. Il faudrait tout d'abord définir précisément les lacunes et déterminer si une adaptation de *Mille Feuilles* et de *Clin d'œil* permettrait ou non de les combler. Si cela ne devait pas être le cas, il conviendrait d'étudier la création d'un nouveau moyen d'enseignement.

Point 3

L'avancement de l'enseignement des langues étrangères se fonde sur des objectifs de formation nationaux (stratégie des langues de la CDIP de 2004) et sur une stratégie nationale (concordat HarmoS de 2007). Ces deux documents s'alignent sur les recommandations correspondantes du Conseil de l'Europe. Les objectifs d'apprentissage et les niveaux de compétences fixés dans le plan d'études Passepartout se basent quant à eux sur le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL), à l'instar de ceux définis dans le *Lehrplan 21*. Ainsi, les objectifs des programmes européens sont pris en compte et la stratégie suisse en matière d'apprentissage des langues qui en découle est mise en œuvre.

Le motionnaire fait référence au rapport d'évaluation 2013-2014 réalisé par l'Institut de recherche et de documentation pédagogique concernant les tests pratiques sur les moyens d'enseignement. Selon le dernier rapport d'évaluation 2014-2015 portant sur les tests pratiques effectués en 10^e année scolaire¹, il semble que l'introduction d'un multilinguisme fonctionnel réussisse. La majorité des enseignants et enseignantes de français estiment que *Clin d'œil 8* est un manuel approprié pour leur enseignement, apprécient les contenus et les thèmes adaptés à l'âge et au degré scolaire des élèves et sont satisfaits des objectifs clairs en matière d'enseignement et d'apprentissage. Même si les enseignants et enseignantes indiquent que leurs élèves disposent de moins de connaissances grammaticales et syntaxiques que leurs prédécesseurs, ils relèvent deux évolutions positives : les jeunes ont des compétences linguistiques réceptives plus développées et abordent de nouvelles situations communicationnelles avec plus d'assurance.

Le passage au degré secondaire II des élèves participant au projet Passepartout fait également l'objet d'un suivi. Dans le canton de Berne, les écoles du degré secondaire II s'y préparent actuellement. Dans les gymnases, où ce passage a lieu une année plus tôt que dans les autres écoles, des formations continues ont été organisées et l'examen d'admission de français est en train d'être remanié de sorte qu'il ne porte plus principalement sur la grammaire, mais sur la compréhension et la production écrite et orale. L'arrivée au gymnase des élèves participant au projet Passepartout coïncidera par ailleurs avec l'entrée en vigueur du nouveau plan d'études germanophone pour la formation gymnasiale, qui tient compte des changements engendrés par le projet Passepartout. Une année plus tard, les écoles professionnelles, les écoles de commerce, les écoles de culture générale et les écoles de maturité professionnelle se prépareront aussi à accueillir les élèves ayant participé au projet Passepartout.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif considère qu'il n'est pas nécessaire de faire expertiser l'enseignement du français dispensé selon les modalités de Passepartout, en sus de l'évaluation externe des tests pratiques effectués sur les moyens d'enseignement et de l'évaluation externe prévue du projet.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: rejet

¹ Rapport d'évaluation pour l'année scolaire 2014-2015 de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique concernant les tests pratiques effectués sur les moyens d'enseignement dans le cadre du projet Passepartout

Le président. Hier handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Wir führen demnach eine reduzierte Debatte.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich bin froh, können wir noch einmal über das Französischlehrmittel sprechen. Ich war erstaunt über die Voten von heute Morgen. Es wurde gesagt, es bestehe kein Problem mehr, es seien ausreichende Anpassungen vorgenommen worden und es befände sich alles mehr oder weniger im grünen Bereich. Sicher hat sich etwas geändert, aber wir stehen mit den Arbeiten noch ganz am Anfang. Man kann es auch ganz anders formulieren: Vielleicht fehlt der Politik, dem Regierungsrat der Mut, den Grundsatzentscheid zu fällen, ein neues Lehrmittel zu schaffen, weil das neu eingeführte Lehrmittel untauglich ist und ersetzt werden sollte. Leider hat es der Grosse Rat heute Morgen verpasst, den Vergleich anzustellen. Man hätte ihn nämlich machen können, aber leider wurde das abgelehnt.

Ich fordere den Mut für ein neues Lehrmittel, gegebenenfalls die Rückkehr zu «Bonne Chance». Ein Schritt zurück in die Vergangenheit kann bisweilen ein guter Schritt in die Zukunft sein. Ich habe das mit diversen Kolleginnen und Kollegen besprochen. Man sagt mir immer wieder, es gäbe keinen Lehrer, der die Rückkehr zu «Bonne Chance» wünsche, aber ich kenne Lehrer, die diesen Wunsch geäußert haben.

Ich möchte Ziffer 1 noch nicht abschreiben. Auch wenn der Prozess eingeleitet worden ist, befinden wir uns noch nicht am Ziel. Ziffer 2 möchte ich in ein Postulat wandeln. Vielleicht kommt man ja zu dieser Erkenntnis. Auch Ziffer 3 bin ich bereit in ein Postulat zu wandeln. Machen wir doch heute noch etwas für den Französischunterricht.

Le président. Ich wiederhole: Ziffer 1 bleibt als Motion bestehen und soll nicht abgeschrieben werden. Die Ziffern 2 und 3 wurden in ein Postulat gewandelt.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich plaudere jetzt etwas aus der Schule, was ja nicht immer erlaubt ist. Aber ich glaube, das darf ich jetzt schon sagen: Die Bildungskommission hat sich einen ganzen Tag mit dem kritisierten Französischunterricht und den neuen Lehrmitteln befasst. Die Bildungskommission hörte Lehrpersonen an, die damit Erfahrung haben, und die durchaus Kritik vorgebracht haben. Die Bildungskommission hat dann die Erziehungsdirektion, die PH Bern und den Lehrmittelverlag mit dieser Kritik konfrontiert. An einer späteren Sitzung fragte die Bildungskommission nach, welche Lehren bisher aus dieser Kritik gezogen worden seien, und welche Lehren noch gezogen würden. Die Kritik wurde gehört, es wurde bereits darauf reagiert, und es sind weitere Verbesserungen geplant. Damit können die Grünen sich bei Ziffer 1 dem Regierungsrat anschließen und sie als erledigt abschreiben. Wir möchten nicht bestreiten, dass es an diesen Lehrmitteln berechtigte Kritik gegeben hat, aber wir gehen davon aus, dass die Lehren daraus gezogen wurden. Wir schliessen uns auch bei den Ziffern 2 und 3 dem Regierungsrat an. Kollege Kohler hat gesagt, es gäbe einzelne Lehrpersonen, die zurück zum früheren Lehrmittel gehen möchten. Aber diejenigen Lehrpersonen, von denen wir gehört haben und von denen auch der Erziehungsdirektor gesprochen hat, wollen das nicht. Deshalb lehnen wir auch die beiden anderen Ziffern ab. Es braucht keine zusätzliche Evaluation zu der bereits geplanten Evaluation von «Passepartout».

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Zum Zeitpunkt ihrer Einreichung war diese Motion sicher gerechtfertigt. Inzwischen ist aber einiges passiert, und es wurden Nachbesserungen vorgenommen. So wurde der Wortschatz angepasst und so weiter. Die SVP unterstützt jedoch Ziffer 1 als Motion ohne Abschreibung: Wir befinden uns auf dem Weg, das Ziel ist aber sicher noch nicht erreicht. Zu den Ziffern 2 und 3: Der Erziehungsdirektor hat heute Morgen aufgezeigt, wie er den Französischunterricht evaluieren will. Es geht in die richtige Richtung, und es müssen nicht noch zusätzliche Evaluationen durchgeführt und Gutachten erstellt werden. Zudem ist für einen Teil der SVP die Rückkehr zum Lehrmittel «Bonne Chance» keine Option mehr. Die SVP ist bei diesen beiden Ziffern gespalten, die einen werden einer Motion zustimmen, die anderen werden sie ablehnen.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Hans-Peter Kohler sprach vorhin von Grundsatzentscheiden. Auch die EVP hat einen Grundsatzentscheid getroffen, in dem wir dem neuen Französischlehrmittel zustimmen. Wir sind also gleicher Meinung wie der Regierungsrat: Wir nehmen Ziffer 1 an mit gleichzeitiger Abschreibung. Es wurde bereits viel zur Kritik am Französischlehrmittel und zu dem, was die Erziehungsdirektion unternommen hat, gesagt. Wir

befinden uns hier auf einem guten Weg, es wurden die richtigen Massnahmen eingeleitet. Deshalb kann man diese Ziffer annehmen und abschreiben, auch wenn noch nicht alles erledigt ist. Denn es geht in die richtige Richtung und wir sind damit zufrieden.

Die Ziffern 2 und 3 werden wir auch als Postulat ablehnen. Die Evaluation ist geplant und es ist jetzt nicht der Zeitpunkt, bereits jetzt ein neues Lehrmittel zu erarbeiten. Auch die Lehrpersonen haben sich dagegen ausgesprochen, wieder zurück zu «Bonne Chance» zu gehen. Vielmehr wollen sie auf diesem Weg weitergehen. Es braucht jetzt einfach noch ein bisschen Zeit. Es braucht Zeit, bis es bei den Lehrpersonen angekommen ist, um in der neuen Anwendung verstanden und eingesetzt zu werden. Zweifellos besteht im Vergleich zu «Bonne Chance» ein neuer Ansatz, aber wir wollen ihm jetzt die nötige Zeit geben und lehnen Ziffer 2 klar ab. Ziffer 3 zu den Gutachten erübrigt sich in diesem Fall. Solche Lehrmittel werden ja von Sprachwissenschaftlern erstellt. Warum sollen jetzt andere Sprachwissenschaftler diese Sprachwissenschaftler unter die Lupe nehmen? Das sehen wir nicht ein. Deshalb lehnen wir Ziffer 3 ab.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Um wirklich französisch sprechen zu können, braucht es mehr als den Unterricht auf der Volkstufe. Man muss entsprechende Weiterbildungen machen und entsprechende Kurse besuchen. Die meisten von uns sind dazu aber nur bereit, wenn uns das Lernen einer Sprache Spass macht und wenn wir bestenfalls bereits in der Schule positive Erlebnisse beim Erlernen einer Sprache gemacht haben. Dieser Punkt wurde mit dem Frühfranzösisch entscheidend aufgegriffen. 2011 wurde im Kanton Bern das Projekt «Passepartout» gestartet. Es gab also im Französischunterricht vor fünf Jahren einen Richtungswechsel, um beim Begriff zu bleiben, den der Motionär in seinem Titel verwendet. Seither diskutieren wir hier regelmässig über das Frühfranzösisch und über die Lehrmittel. In der letzten Junisession haben wir eine Motion überwiesen, die den Französischunterricht wieder selektionsfähiger machen soll. Es ging damals auch um den Wunsch, das Lehrmittel so zu ergänzen, damit die Leistungen wieder besser beurteilt werden können und auch wieder mehr Grammatik und Wortschatz aufzunehmen. Der Regierungsrat hat damals das Anliegen erkannt und war mit der Überweisung der Motion einverstanden. Die BDP-Fraktion hat wie die Mehrheit des Grossen Rats der Motion zugestimmt. Und wir sind jetzt der Meinung, dass es damit gut ist. Lassen wir doch die Erziehungsdirektion jetzt einmal arbeiten, und lassen wir vor allem jetzt einmal die Lehrpersonen das Lehrmittel anwenden. Die BDP-Fraktion steht ganz klar hinter dem Projekt «Passepartout». Wir sind uns bewusst, dass sich das Erlernen einer Sprache verändert hat. Die vorliegende Motion wollen wir so nicht überweisen. Die Ziffern 2 und 3 lehnen wir auch als Postulat ab. Eine Rückkehr zu «Bonne Chance» ist für uns beim aktuellen Projektstand nicht denkbar. Wir unterstützen also den Antrag des Regierungsrats.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-Fraktion unterstützt bei jeder Ziffer die Regierung. Möglicherweise hat vor einem Jahr der Handlungsbedarf unter Ziffer 1 noch bestanden. Er wurde jedoch von der Bildungskommission aufgenommen. Sie und sogar auch die Erziehungsdirektion haben Druck ausgeübt, und es ist sehr viel passiert. Deshalb kann man diese Ziffer abschreiben. Hätte sich der Motionär etwas besser informiert, hätte er das in Erfahrung bringen können. Bei Ziffer 2 muss ich dem Motionär ein bisschen einen Vorwurf machen: Dort hat er sich offenbar wirklich zu wenig informiert. Es ist wirklich in breiten Kreisen absolut keine Option mehr, zu «Bonne Chance» zurückzukehren. Zu Ziffer 3: Es ist nicht so, dass es keine Evaluation gibt. Vielmehr wurde sie bereits aufgegleist und es wäre ein Overkill, das Ganze zum jetzigen Zeitpunkt noch mit einem zusätzlichen externen Gutachten zu überprüfen. Die glp-Fraktion erachtet dies nicht als opportun.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Ich kann es kurz machen, ich schliesse mich meinen Vorrednern Vanoni, Grogg und Brönnimann an. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion folgt dem Regierungsrat. Sie nimmt die Ziffer 1 an und schreibt sie ab, denn dieses Anliegen wurde definitiv bereits erledigt. Die Ziffern 2 und 3 lehnen wir auch als Postulat ab.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Zu Ziffer 1: Grundsätzlich nimmt die Didaktik des neuen Lehrmittels die Kritik am heutigen Unterricht auf. Es wird mehr Gewicht auf das Sprachverstehen, das Leseverständnis gelegt, es folgt das Sprechen und dann das korrekte Schreiben. Das Lehrmittel folgt also nicht mehr derselben Reihenfolge, und es ist anders aufgebaut. Rückmeldungen von Lehrerinnen, Lehrern und von Eltern zeigten nun, dass es insbesondere für die Oberstufe, aber nicht nur, mehr strukturierende Elemente braucht. Der Grundansatz des Lehrmittels

wird an sich begrüsst, aber es wird ein Mangel an strukturierenden Elementen festgestellt. Der Lehrmittelverlag sagt, es sei an sich alles in diesem Lehrmittel enthalten, aber es komme nicht alles gut genug zum Tragen und es sei nicht gut genug strukturiert. Deshalb wurden verschiedene Dinge aufgenommen, wie zum Beispiel Konjugationstabellen, ein Teil mit dem Alltagswortschatz, in dem spezielle Situationen beschrieben werden, und es wird aufgezeigt, wo man ihn anwenden kann. Auch wird wieder vermehrt das Vokabular abgefragt. Es wurden also in der neuen Auflage verschiedene Elemente berücksichtigt, die aufgrund der Kritik im ersten Jahr auf der Oberstufe wahrgenommen worden sind. Das war möglich, weil es sich dabei um ein Einweg-Lehrmittel handelt, was ja oft kritisiert wurde. Aber dank dem konnte man rasch reagieren und die Korrekturen bereits in diesem Sommer für die neue Auflage vornehmen, was allerdings dann teilweise zu einer verspäteten Auslieferung führte. Es gab ja von einem Ratsmitglied eine Anfrage, warum das noch nicht erledigt werden konnte. Wir machen also das, was gewünscht wurde, indem den strukturierenden, grammatischen Elementen wieder ein grösseres Gewicht zukommt. Damit befinden wir uns auf dem richtigen Weg, wir sind dabei und somit können wir diese Ziffer abschreiben.

Zu den Ziffern 2 und 3: Ich habe es Ihnen heute bereits gesagt, wir führen beim Projekt «Passepartout» eine Evaluation durch, die klären soll, ob die Schülerinnen und Schüler, die mit diesem Lehrmittel unterrichtet werden, die Ziele, die sich das Lehrmittel, beziehungsweise der Lehrplan gesetzt haben, erreichen. Eine separate Evaluation des Kantons Bern über dieses Lehrmittel macht keinen Sinn. Wir haben einmal beschlossen, den Französischunterricht ab dem dritten Schuljahr einzuführen. Wir haben gemeinsam mit den Kantonen Basel Stadt, Basel Land, Solothurn, Wallis und Freiburg beschlossen, einen Lehrplan und Lehrmittel zu erarbeiten sowie eine interkantonale Evaluation durchzuführen. Wir haben den Lehrplan und die Lehrmittel an Probeklassen erprobt. Nachdem sie vor einem Jahr an der Oberstufe eingeführt worden sind, haben wir intensive Hearings durchgeführt und Lehrerinnen und Lehrer befragt, wie es läuft. Es wurde Kritik geäussert, die vom Schulverlag aufgenommen worden ist, und er hat die neue Auflage überarbeitet. Ich habe den Eindruck, dass noch kaum jemals bei einem Lehrmittel so stark auf Kritik und Anliegen eingegangen worden ist wie hier. Die Politik hatte sehr viel Mut, das Lehrmittel wirklich auch ganz eng mit den Lehrerinnen und Lehrern zu entwickeln und zu prüfen, ob es wirklich gut herauskommt. Ich kann Ihnen nicht garantieren, dass die Ziele des Lehrplans für «Passepartout» mit diesem Lehrmittel zu 100 Prozent erreicht werden. Deshalb gibt es ja auch diese Evaluation. Ich kann Ihnen das aber bei keinem Lehrmittel garantieren. Wer Ihnen so etwas garantieren würde, wäre ein Scharlatan. Das lässt sich nicht ganz sicher voraussagen. Ihre Vorgänger haben beschlossen, den Lehrmittelverlag zu privatisieren, er ist also nicht mehr ein staatliches Instrument. Er besitzt eine Autonomie und wir müssen uns an alle Entscheide, die wir einmal gefällt haben, halten. Das Einzige, das wir machen können, ist, so vorzugehen, wie wir es im Moment tun: Probeklassen, Rückmeldungen, Meldung an den Lehrmittelverlag und der macht eine Überarbeitung. Dann machen wir eine Evaluation. Sollte es dann wirklich nicht funktionieren – was ich nicht für sehr wahrscheinlich halte, aber wir wissen es nicht –, muss man handeln und etwas ändern. Es ist richtig, jetzt auf diesem Kurs zu bleiben. Deshalb wäre die geforderte Untersuchung zusätzlich zur Evaluation von «Passepartout» falsch.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Über Ziffer 1 stimmen wir als Motion ab, über die Ziffern 2 und 3 als Postulat. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 97

Non 47

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Motion angenommen. Jetzt stimmen wir über die Abschreibung ab. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	113
Non	31
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgeschrieben. Jetzt stimmen wir über Ziffer 2 als Postulat ab. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	46
Non	97
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat abgelehnt. Wir stimmen ab über Ziffer 3 als Postulat. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	39
Non	107
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Postulat abgelehnt.